Projet de règlement grand-ducal

- a) **relatif aux taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux**
- b) **modifiant le règlement grand-ducal modifié du 7 décembre 2007 relatif à certaines modalités d'application du règlement (CE) N° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets**
- c) **abrogeant le règlement grand-ducal du 19 novembre 2002 déterminant les taxes à percevoir lors de la présentation des demandes en obtention des formules prescrites pour le transfert national ou transfrontière de déchets**

Avis du Conseil d'État

(24 mai 2016)

Par dépêche du 20 janvier 2016, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Environnement.

Au texte du projet de règlement grand-ducal proprement dit étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact et une fiche financière concernant l'avant-projet de règlement grand-ducal.

L'avis de la Chambre des salariés a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 25 février 2016.

Selon la lettre de saisine, les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre d'agriculture et de la Chambre des métiers ont été demandés, mais ne sont pas encore parvenus au Conseil d'État au moment de l'adoption du présent avis.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de préciser les montants et les modalités de perception des taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux en exécution de la loi du *jjmmyyyy* a) concernant les taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux b) abrogeant la loi modifiée du 24 novembre 1988 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des formules prescrites pour le transfert de déchets à l'égard duquel le Conseil d'État a émis son avis ce jour même (doc. parl. n° 6945)¹.

¹ N° CE 51.519 du 24 mai 2016 (doc. parl. n° 6945)

Examen des articles

Articles 1^{er} à 3

En renvoyant à ses considérations générales exposées à l'égard du projet de loi n° 6945 précité, le Conseil d'État demande la suppression des articles sous avis, qu'il propose de reprendre en tant qu'articles 1^{er}, 3 et 4 au prédit projet de loi. Les articles subséquents du règlement grand-ducal en projet sont dès lors à renuméroter.

À titre subsidiaire, le Conseil d'État note qu'un « courriel, fax ou courrier » peuvent également être considérés comme étant transmis par voie électronique. Le Conseil d'État en a tenu compte dans sa proposition de texte formulée à l'endroit de l'article 1^{er}, point 3), du projet de loi précité.

Article 4 (1^{er} selon le Conseil d'État)

Sans observation.

Article 5 (2 selon le Conseil d'État)

Quant à la forme, le Conseil d'État n'a pas d'observation à formuler.

Quant au fond, il y a lieu de relever que la base légale invoquée, à savoir, la loi en projet relative aux taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux (doc. parl. n° 6945) n'est pas suffisante pour couvrir l'ensemble du champ d'application du règlement grand-ducal faisant l'objet du présent avis. Il y a dès lors lieu de compléter le préambule par la référence à la base légale du règlement grand-ducal modifié du 7 décembre 2007 relatif à certaines modalités d'application du règlement (CE) N° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets que l'article 5 (2 selon le Conseil d'État) entend modifier. Il est renvoyé aux observations d'ordre légistique formulées ci-après.

Articles 6 et 7 (3 et 4 selon le Conseil d'État)

Sans observation.

Annexe

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Préambule

Au premier visa, il faut écrire « article 1^{er} » au lieu de « article 1er ».

Compte tenu de l'observation formulée à l'endroit de l'article 5 (2 selon le Conseil d'État), il y a lieu de compléter le préambule par un visa qui prendra la teneur suivante :

« Vu la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. »

Le visa relatif à la consultation des chambres professionnelles est à adapter en fonction des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment de la soumission du règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc.

Au dernier visa, il faut écrire :

« Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ; »

Article 1^{er}

Il faut écrire « **Art. 1^{er}** » et non pas « **Art. 1er** ».

L'emploi de tirets est à écarter. La référence à des dispositions introduites de cette manière est malaisée, tout spécialement à la suite d'insertions ou de suppressions de tirets ou de signes opérées à l'occasion de modifications ultérieures.

Le mode de numérotation communément employé pour caractériser les énumérations se distingue par une subdivision en points, caractérisés par un numéro suivi d'un point (1., 2., 3., ...), eux-mêmes éventuellement subdivisés en employant des lettres minuscules suivies d'une parenthèse fermante (a), b), c), ...).

Par ailleurs, les termes « du présent règlement » sont à omettre. Les références aux dispositions figurant dans le dispositif et, le cas échéant, dans ses annexes se font en principe sans rappeler qu'il s'agit du « présent » acte.

Article 5

Le qualificatif *bis* est toujours à mettre en italique.

Article 6

Il faut veiller à ce que l'entrée en vigueur d'un texte normatif soit compatible avec la possibilité pour les personnes concernées de se conformer aux nouvelles prescriptions et pour l'administration de les mettre en œuvre de manière efficace. La formule « le présent règlement entre en vigueur le premier jour du premier mois qui suit celui de sa publication au Mémorial » peut avoir un effet contraire étant donné qu'elle conduit à une réduction du délai de quatre jours usuellement appliqué dans l'hypothèse où la publication a lieu vers la fin du mois. Aussi peut-t-il être préférable de viser à cet égard un délai d'entrée en vigueur plus généreux évoquant au moins le « 1^{er} jour du deuxième (ou du troisième) mois qui suit celui de sa publication au Mémorial ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 24 mai 2016.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes